

sortis comme par enchantement des prisons américaines, se font aujourd'hui payer grassement par la télévision ou les journaux le récit de leurs turpitudes.

Dans ce monde où les policiers et les victimes ont tort, où les criminels sont plus protégés que les honnêtes gens, où les bandits sont des héros, les résultats sont évidents.

A Montréal, on peut compter les jours de l'année suivant le nombre de meurtres, aux États-Unis, en un an, le nombre de vols a augmenté de 20 p. 100, les cambriolages de 17 p. 100, les viols de 9 p. 100, les meurtres de 5 p. 100. Tous les records sont battus.

Dernièrement, M^e Frank Schaufee, criminaliste bien connu, déclarait: «Il est beaucoup plus facile de défendre un criminel qu'une victime, car, dans ce cas, vous avez tout le monde contre vous: juges, avocats et journalistes»...

Je ne sais pas si la justice est aveugle comme on le dit souvent, ou borgne, mais elle est loin d'être exemplaire.

Monsieur le président, il suffit de regarder autour de nous pour réaliser que cet article n'a pas été écrit pour une autre époque ni pour une autre planète. Là encore il est grand temps que le gouvernement assume ses responsabilités avec justice et honnêteté, et il faut de plus qu'il donne l'exemple lui aussi.

Où est donc cette société juste dont on a tant entendu parler il y a quelques années? Où est donc cette société juste dont on pouvait lire les qualités sur presque tous les poteaux du pays? Où est donc dans notre société de 1975 cette justice, cette équité, cette répartition des richesses, cette prospérité bien dirigée et bien utilisée?

Lorsque nous regardons autour de nous, le paysage ne ressemble pas tout à fait à ces promesses, je dirais même pas du tout. Nous ne voyons que des grèves, des chômeurs de plus en plus nombreux, une justice dérisoire, une certaine pauvreté, des citoyens inquiets, beaucoup d'instabilité dans le monde des affaires, et une spirale inflationniste sans cesse croissante. Il ne serait pas juste de dire que c'est le gouvernement qui a causé tout cela mais ce serait sûrement assez juste de dire qu'il en porte une très grande part de responsabilité.

Des remèdes magiques capables de guérir tous les maux en même temps, cela n'existe pas; mais il existe cependant certaines mesures qui pourraient donner des résultats positifs, même à court terme. Devant les problèmes sérieux avec lesquels le pays est confronté actuellement, et les risques que comporte l'avenir, si tous et chacun ne participent pas pleinement au redressement de la situation, il devient urgent que le gouvernement informe de ce danger la population, les entreprises, les syndicats, les divers groupes, en signalant les devoirs de chacun. Il ne s'agit pas d'alarmer personne, mais bien plutôt de réveiller les gens pour qu'ils prennent conscience de leurs responsabilités dans cette affaire qui nous est commune. On y gagnerait certainement à dire toute la vérité sur l'état actuel des choses. De toute façon, personne n'empêchera la réalité d'être ce qu'elle est...

Par ailleurs, il y a un autre domaine dans lequel le gouvernement a omis d'intervenir et où il devra agir au plus tôt, c'est celui de l'importation-exportation. A plusieurs reprises dernièrement, j'ai soulevé le problème à la Chambre; l'absence de limitation dans les importations actuelles met en péril certaines de nos industries importantes comme la chaussure et le textile. On laisse entrer beaucoup trop d'importation et les producteurs canadiens doivent ralentir leurs activités et congédier du personnel. Ce fut un peu le même problème avec la poudre de lait et le fromage. Il faut à tout prix que le gouvernement protège les siens—je veux dire les Canadiens—et reconnaisse comme principe d'urgence que l'on doit absolument viser à produire au pays les biens de consommation que nous consommons, et s'il en manque, alors on pourra en impor-

ter, mais pas avant! On devrait même, comme objectif à moyen terme, chercher à augmenter la production de biens qui pourraient être exportés.

Par ailleurs, sur le plan de la sécurité sociale, il faudrait au plus tôt établir un véritable régime de revenu minimum garanti, ce qui aurait pour effet d'assurer une certaine sécurité aux Canadiens tout en allégeant le fardeau que créent plusieurs mesures d'aide directe ou indirecte qui sont davantage des éléphants administratifs que des producteurs d'efficacité.

En ce qui a trait au monde du travail qui est secoué par plusieurs conflits et toutes sortes de perturbations, malaises qui affectent les ouvriers comme les entreprises, il est urgent que l'on repense la règle du jeu. A ce chapitre, le gouvernement devrait immédiatement donner suite à notre proposition à l'effet de favoriser la participation possible des travailleurs au capital-action des entreprises, de sorte que les problèmes de production, de rentabilité, de sécurité au travail deviendraient communs aux deux parties. Ainsi l'on parlerait davantage le même langage et les intérêts deviendraient communs. Plusieurs conflits seraient ainsi évités et la motivation des ouvriers serait beaucoup plus grande. Le monde du travail, du moins dans les secteurs où cette proposition est applicable, connaîtrait une stabilité beaucoup plus grande, ce dont l'on a grand besoin.

Ce n'est là que quelques-unes des solutions qui pourraient être apportées à court terme et qui auraient des effets rapides et positifs. Je n'ai pas l'intention d'aller plus loin dans ce domaine; mes collègues pourront très bien compléter le tableau. Cependant, ce que je tiens à signaler de façon bien particulière, c'est que d'abord et avant tout, il s'agit d'une question de leadership par un gouvernement qui doit assumer ses responsabilités et donner le ton par son exemple d'intégrité et de détermination à vouloir régler avec justice le problème économique et social qui existe au pays. Il faut absolument redonner confiance aux Canadiens et les amener à participer à leur devenir. Je suis de ceux qui croient que nous aurons une nation forte, libre et prospère le jour où les individus qui la composent seront eux-mêmes forts, autonomes et déterminés.

● (1530)

[Traduction]

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, bien des Canadiens, tout comme moi, sont convaincus que la démocratie, c'est ce qu'il y a de mieux pour le Canada, et que le gouvernement doit être le serviteur du peuple plutôt que son maître. C'est pourquoi, je suis très heureux que le parti crédit social ait présenté la motion à l'étude. Il y a incorporé des sujets de discussion dont je compte traiter aujourd'hui.

Ce qui m'intéresse particulièrement, c'est le concept, dans la motion, selon lequel le gouvernement a manqué de prévoyance et de leadership dans la conduite des affaires de l'État. C'est certes un fait. Il a aussi manqué à sa promesse d'une société juste et équitable. On peut dire, avec raison, que le climat social et économique s'est détérioré au Canada.

Je veux d'abord parler de la démocratie. Après avoir examiné le dossier du gouvernement en place, je pense que personne ne nierait qu'il ait pris des mesures très hardies et